

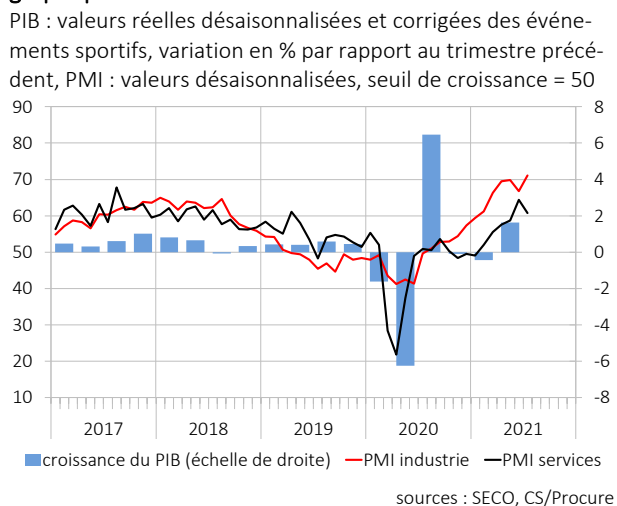
Situation de l'économie suisse

Aperçu

Suite à l'assouplissement progressif, à partir de mars, des mesures de lutte contre le coronavirus, l'économie nationale s'est remise des déboires du semestre d'hiver. Ainsi, pour la première fois depuis le 3^e trimestre 2020, une croissance substantielle de l'activité économique a été enregistrée : le PIB corrigé des effets des manifestations sportives a augmenté de 1,6 % au 2^e trimestre (graphique 1), après deux trimestres légèrement négatifs.

La performance économique de la Suisse n'est ainsi inférieure que de 1 % au niveau d'avant la crise, au 4^e trimestre 2019. De ce point de vue, la Suisse a traversé la crise sans trop de dommages, du moins en comparaison avec d'autres pays européens. Le niveau du PIB de l'Allemagne, par exemple, est toujours inférieur de 3 % à celui d'avant la crise. Aux États-Unis, par contre, le niveau d'avant la crise a déjà été dépassé au 2^e trimestre.

graphique 1 : PIB et PMI

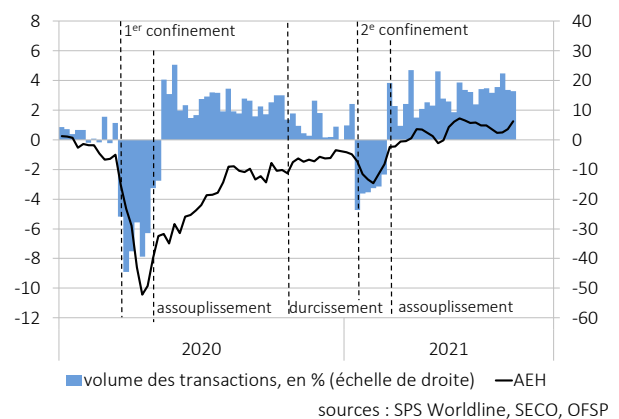


Les fortes impulsions de croissance du 2^e trimestre provenaient en particulier des secteurs dont l'activité économique avait été directement limitée au trimestre précédent par les mesures de lutte contre le coronavirus. Les

établissements, notamment de l'hôtellerie et de la restauration, qui ont rouvert leurs portes ont dû répondre à une forte demande. Les dépenses de consommation ont fortement augmenté. Dans bien des cas, elles sont cependant restées en deçà des niveaux d'avant la crise. Néanmoins, la reprise des paiements par carte laisse présager, dans les secteurs liés à la consommation au cours des mois d'été, une nouvelle croissance des ventes (graphique 1) soutenue par l'évolution positive de l'emploi et de la rémunération des salariés.

graphique 2 : Activité économique hebdomadaire (AEH) et transactions¹

par rapport au niveau d'avant la crise ; volume de transactions en présentiel avec cartes de débit ou de crédit, corrigé des variations saisonnières et des valeurs aberrantes



Certains secteurs de l'industrie suisse ont accusé un recul au 2^e trimestre, en accord avec l'évolution internationale. Globalement, la production industrielle et les échanges de marchandises se sont stabilisés à un niveau très élevé, les goulets d'étranglement dans certains produits primaires et les transports exerçant en particulier un effet ralentisseur. Dans ce contexte, l'industrie chimique et pharmaceutique suisse a une nouvelle fois joué le rôle de solide pilier de la croissance.

¹1^{er} confinement : situation extraordinaire à partir de la semaine civile 12 2020 ; mesures d'assouplissement : réouverture de certains établissements à la semaine 18 ; durcissement : premier durcissement à la semaine 43 ; 2^e confinement : fermetures de magasins à la semaine 3 2021 ; assouplissement : première étape d'assouplissement, y compris réouverture de magasins à la semaine 9.

Pour l'avenir proche, les indicateurs avancés incitent à l'optimisme. L'indice des directeurs d'achat pour l'industrie et le secteur des services ont tous deux atteint des

niveaux record sur plusieurs années (graphique 1). L'indice hebdomadaire de l'activité économique se situe depuis fin mai à environ 1 % au-dessus des niveaux d'avant la crise (graphique 2).

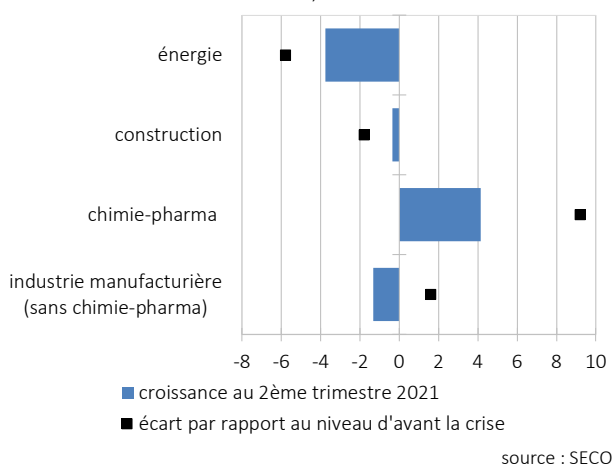
Produit intérieur brut

Production

La forte augmentation de 1,8 %, au 2^e trimestre, du PIB (corrigé des effets des événements sportifs : 1,6 %), est principalement due à la forte reprise du secteur des services suite à l'assouplissement des mesures de lutte contre le coronavirus. Au reste, l'industrie a également soutenu la croissance (voir p. 8).

La valeur ajoutée du **secteur manufacturier** a enregistré une croissance de 0,9 %, soit d'environ 5 % supérieure au niveau d'avant la crise. Par rapport aux trimestres précédents, extrêmement positifs, la dynamique s'est sensiblement ralentie ; à l'exception de l'industrie chimique et pharmaceutique, la valeur ajoutée du secteur manufacturier a légèrement diminué au 2^e trimestre. Les entreprises ont signalé qu'elles avaient de plus en plus de difficultés à se procurer des intrants : l'indice correspondant de l'enquête PMI a atteint un niveau record en mai. L'importante **industrie chimique et pharmaceutique** a de nouveau enregistré une croissance exceptionnellement forte (+4,2 %), sa valeur ajoutée dépassant de 9 % le niveau d'avant la crise (graphique 3). Au cours des mois d'été, les autres secteurs industriels devraient avoir repris de la vigueur : en juin et juillet, les exportations de marchandises (sans la chimie-pharma) ont enregistré une croissance significative.

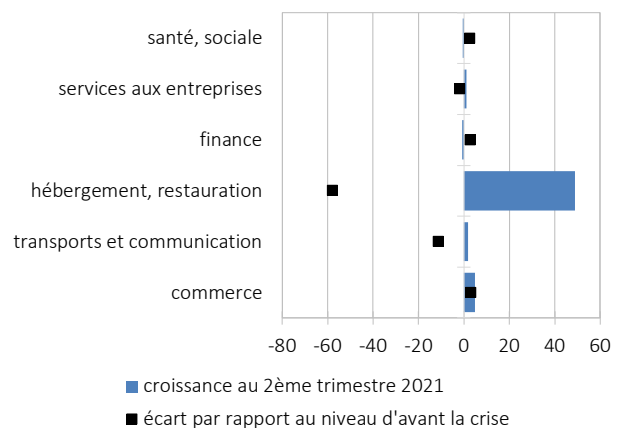
graphique 3 : Valeur ajoutée dans le secteur industriel
valeurs réelles désaisonnalisées, en %



Dans le secteur volatil de l'**énergie**, la valeur ajoutée a baissé pour la première fois après trois bons trimestres

(-3,8 %) ; elle est toujours inférieure au niveau d'avant la crise. Dans le secteur de la **construction**, l'évolution latérale s'est poursuivie à un niveau élevé. Il en est résulté une légère baisse de la valeur ajoutée (-0,3 %) au 2^e trimestre. Dans l'ensemble, le **secteur secondaire** a contribué à raison de 0,1 point de pourcentage à la croissance du PIB, ce qui est proche de la moyenne historique. Le secteur des services, quant à lui, y a contribué à hauteur de 1,7 point de pourcentage. Depuis le début de la collecte des données en 1980, une impulsion encore plus forte n'avait été enregistrée qu'au 3^e trimestre 2020 lors des mesures d'assouplissement qui ont suivi la première vague de la pandémie. À l'exception des **services financiers** (-0,7 %), freinés par la faiblesse des taux d'intérêt, tous les secteurs ont enregistré des hausses au 2^e trimestre.

graphique 4 : Valeur ajoutée, secteurs des services
valeurs réelles désaisonnalisées, en %



Dans le **secteur de l'hôtellerie et de la restauration**, la valeur ajoutée a connu une hausse extraordinaire (+48,9 %). Suite aux mesures d'assouplissement prises à partir de la mi-avril, l'activité économique a fait un bond dans le secteur de la restauration. En conséquence, l'instrument du chômage partiel a été moins utilisé : alors qu'environ 60 % du volume de travail avait été perdu au cours du premier trimestre, cette perte n'était plus que de 10 % à la fin du mois de juin. L'industrie hôtelière a également profité de la détente et de la mobilité accrue de la population locale. Corrigées des variations saisonnières, les nuitées ont augmenté de 26 % entre avril et

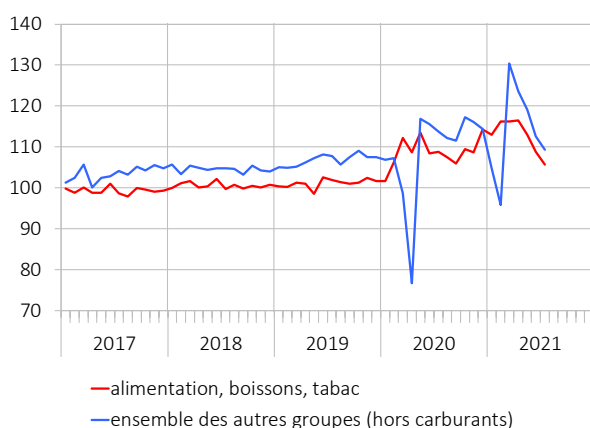
juin par rapport aux trois premiers mois de l'année. Malgré cette forte reprise, la valeur ajoutée dans l'hôtellerie et la restauration au 2^e trimestre était encore inférieure de 60 % au niveau d'avant la crise (graphique 4).

Le **secteur des transports et communications** a connu une croissance importante (+1,9 %). D'une part, le secteur des technologies de l'information a connu un développement positif ; d'autre part, la mobilité accrue de la population suisse à la suite des mesures d'assouplissement a entraîné une certaine reprise des transports publics nationaux. La reprise de la demande intérieure a également soutenu les transports terrestres ainsi que les services de courrier express et de messagerie. Tant par le rail que par les airs, le nombre des marchandises transportées a atteint voire déjà dépassé le niveau d'avant la crise. Dans le même temps, la reprise est toujours freinée par les voyages internationaux : le nombre des passagers dans les aéroports s'est quelque peu redressé, mais ne représente toujours qu'une fraction des niveaux de 2019.

Tant les **services liés aux entreprises** (+1,1 %) que les **autres activités de services** (+2,0 %) ont enregistré des hausses de la valeur ajoutée. La valeur ajoutée a également augmenté dans le **secteur de la santé et de l'action sociale** (+0,2 %), mais seulement dans une faible mesure. Dans les hôpitaux, l'activité est revenue à la normale après la deuxième vague de la pandémie. Le développement du secteur social a été stable. La valeur ajoutée du secteur de la santé et des services sociaux dans son ensemble a ainsi dépassé de près de 3 % le niveau d'avant la crise.

graphique 5 : Commerce de détail

indice, valeurs réelles désaisonnalisées



source : OFS

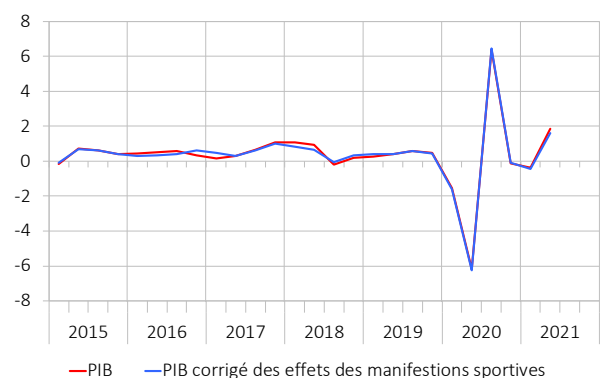
Après avoir déjà supporté sans trop de dommages le 1^{er} trimestre, marqué par des fermetures d'usines, le

commerce de détail s'est fortement redressé au 2^e trimestre (+4,9 %). Les ventes de produits alimentaires ont diminué, probablement aussi en raison de la réouverture des établissements de restauration. Toutefois, les ventes de produits non alimentaires ont bondi avec la réouverture du commerce de détail en mars et se sont maintenues à des niveaux élevés au cours des mois suivants. En conséquence, le climat des affaires est jugé meilleur que jamais depuis le printemps 2008 (graphique 5). Du fait de la reprise du commerce de détail et de l'industrie, la valeur ajoutée dans les **autres commerces** a également enregistré au 2^e trimestre une forte hausse (+4,7 %), soutenue notamment par le commerce de gros.

L'assouplissement des mesures sanitaires a également profité au 2^e trimestre au secteur **Arts, spectacles et loisirs** (+52,9 %, corrigé des effets des événements sportifs : +20,7 %). Avec l'étape de réouverture de la fin mai, les grands événements en salle ont été à nouveau autorisés et les installations de loisirs et de sport ont pu être ouvertes dans une large mesure. Néanmoins, des traces de la pandémie sont très sensibles, surtout dans ce secteur : la perte de travail, de 15 %, due au chômage partiel y est restée encore bien supérieure à la moyenne. Les activités liées aux grands événements sportifs internationaux de l'année en cours (championnat d'Europe de football et Jeux olympiques d'été) ont encore accru la valeur ajoutée de la branche. À l'inverse, la croissance du PIB s'avère légèrement plus faible si on la corrige des effets des événements sportifs (graphique 6).

graphique 6 : PIB et grands événements sportifs internationaux

valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent



source : SECO

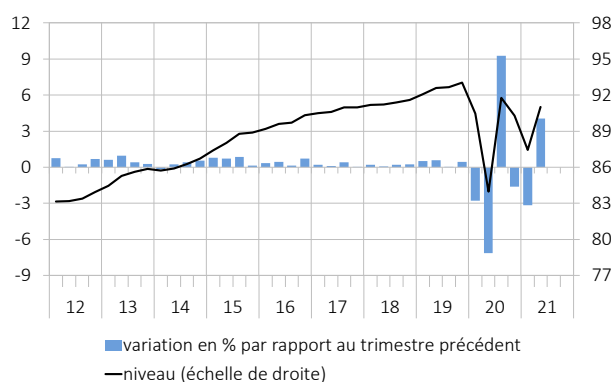
Dépenses

Consommation

Après des baisses marquées au semestre d'hiver, la consommation privée s'est rapidement redressée à partir de mars, suite à l'assouplissement des mesures sanitaires (+4,1 % ; graphique 7, ainsi que p. 9 s.)². Dans les secteurs du commerce de détail stationnaire, de l'hôtellerie et des loisirs, notamment, les dépenses ont augmenté de manière subite dès la réouverture des commerces. Les repas préparés à la maison étant à nouveau partiellement remplacés par des visites au restaurant, les dépenses consacrées à l'alimentation ont légèrement diminué. En matière de mobilité, les dépenses ont évolué de manière hétérogène : dans les transports publics intérieurs, une certaine reprise s'est manifestée avec la mobilité accrue de la population, tandis que les immatriculations de voitures et le nombre des passagers aériens ont connu une évolution modeste. Dans l'ensemble, le niveau de la consommation privée était encore de bien 2 % inférieur à celui d'avant la crise à la fin 2019.

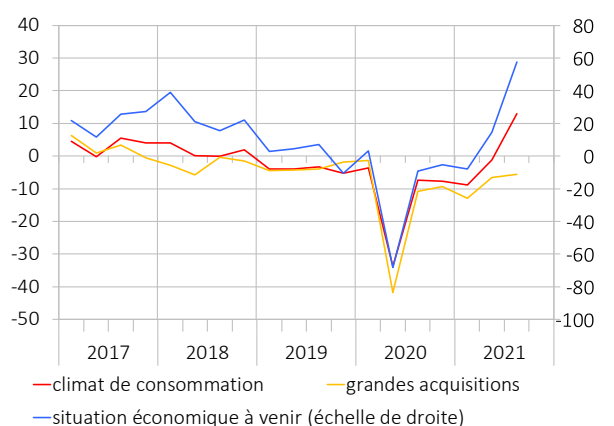
graphique 7 : Consommation privée

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en milliards de francs



graphique 8 : Climat de consommation

valeurs désaisonnalisées, moyenne à partir de 1972 = 0

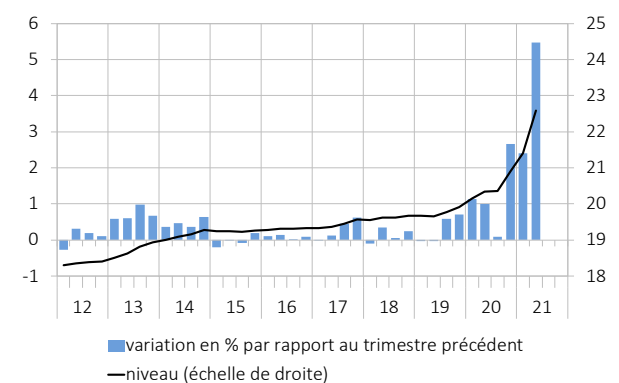


Bien qu'ils mettent en évidence une certaine circonspection des consommateurs, les derniers résultats des enquêtes sur le climat de consommation sont globalement très positifs. La propension à faire des achats importants reste inférieure à la moyenne à long terme (graphique 8). En revanche, l'indice de l'évolution économique attendue a atteint son plus haut niveau historique et les personnes interrogées étaient également beaucoup plus confiantes quant à l'évolution du marché du travail qu'au cours des trimestres précédents. Dans l'ensemble, le climat de consommation s'est nettement amélioré par rapport aux niveaux d'avant la crise.

Partant d'un niveau déjà élevé en raison de la pandémie, les **dépenses de consommation publique** ont enregistré au 2^e trimestre une nouvelle hausse sans précédent (+5,5 % après +3,0 % au 1^{er} trimestre ; graphique 9). La Confédération, en particulier, a dû engager d'importantes dépenses extraordinaires supplémentaires pour faire face à la pandémie. Il s'agissait d'une part des dépenses concernant les tests, en forte augmentation, notamment dans le cadre de l'extension de la stratégie de test (par exemple tests collectifs dans les écoles et les entreprises). D'autre part, la vaccination généralisée d'une grande partie de la population à partir du mois de mai a entraîné une augmentation importante, mais probablement temporaire, des dépenses.

graphique 9 : Consommation de l'État

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en milliards de francs



Investissements

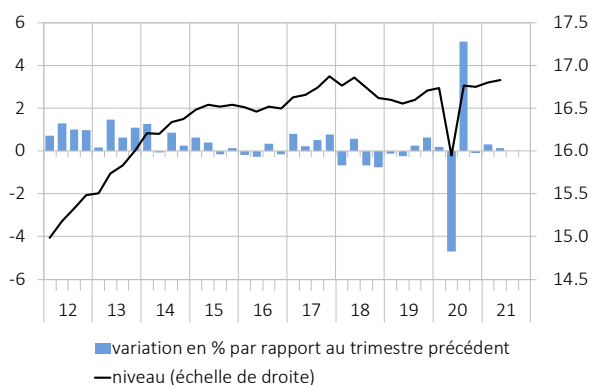
Les investissements dans la construction se sont stabilisés au 2^e trimestre à +0,1 %, légèrement au-dessus du niveau d'avant la crise (graphique 10). Cependant, les différents secteurs de l'industrie de la construction présentent une certaine hétérogénéité. Dans le génie civil, la valeur ajoutée était encore inférieure de près de 10 % au niveau d'avant la crise, tandis que la construction résidentielle n'a guère été touchée par la crise. Les conditions de financement toujours très favorables y ont contribué. En outre, la demande d'accèsion à la propriété a

² Y c. la consommation des organisations privées sans but lucratif.

augmenté pendant la crise, ce qui se reflète également dans l'augmentation des prix des biens résidentiels. La situation est différente sur le marché du logement locatif : dans certaines régions, le nombre des logements vacants est considérable, ce qui indique une offre excédentaire d'appartements locatifs après la forte activité de construction de ces dernières années. En conséquence, pour le 17^e trimestre consécutif, les loyers demandés pour les appartements ont diminué au 2^e trimestre, atteignant leur niveau le plus bas depuis le début 2011.

graphique 10 : Investissements dans la construction

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en milliards de francs

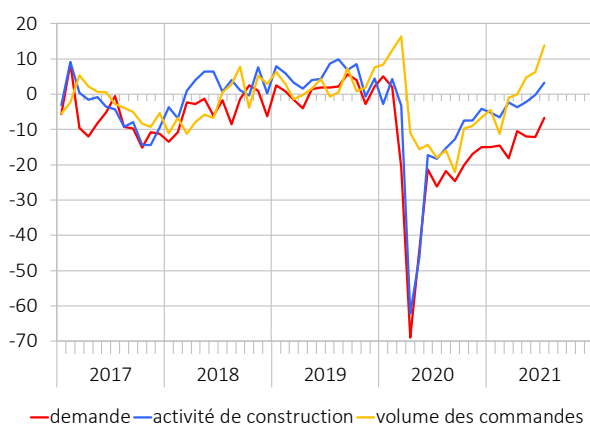


source : SECO

Les indicateurs de confiance dans le secteur de la construction se sont récemment améliorés de façon significative (graphique 11). Les carnets de commandes et les attentes concernant l'activité de construction laissent notamment présager une évolution positive.

graphique 11 : Construction, indicateurs de confiance

soldes désaisonnalisés, demande et activité de construction : attentes pour les 3 prochains mois



source : KOF

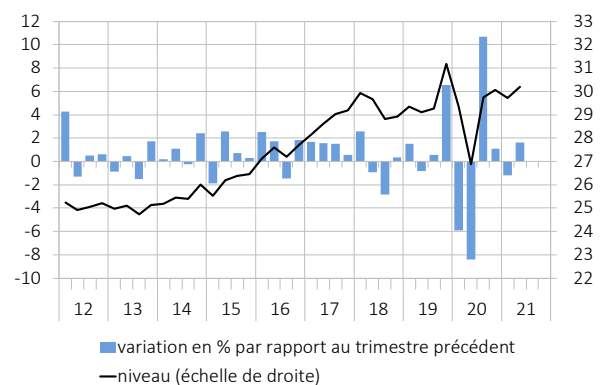
Les investissements en biens d'équipement ont augmenté de 1,6 % au 2^e trimestre (graphique 12). Une forte croissance a été enregistrée dans trois des quatre catégories les plus importantes : recherche-développement,

services informatiques et machines. En revanche, les investissements ont diminué dans deux autres rubriques : informatique et autres véhicules.

Certains effets de rattrapage ont pu contribuer à la croissance des investissements en biens d'équipement au 2^e trimestre après la légère baisse du trimestre précédent. Toutefois, vu l'amélioration des perspectives économiques mondiales, les entreprises sont probablement devenues beaucoup plus confiantes. Selon les indicateurs disponibles, la situation actuelle est très favorable, ce qui laisse présager une poursuite de la reprise (graphique 13). Au 2^e trimestre, tant les prévisions des entrées de commandes chez les producteurs de biens d'équipement que l'utilisation des capacités de production dans l'industrie ont atteint des niveaux record. Enfin, la part des entreprises ayant des difficultés de financement a continué de diminuer au 3^e trimestre.

graphique 12 : Investissements en biens d'équipement

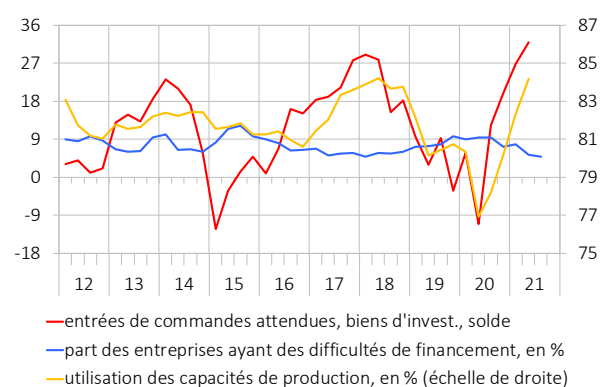
valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en milliards de francs



source : SECO

graphique 13 : Indicateurs, industrie

valeurs désaisonnalisées



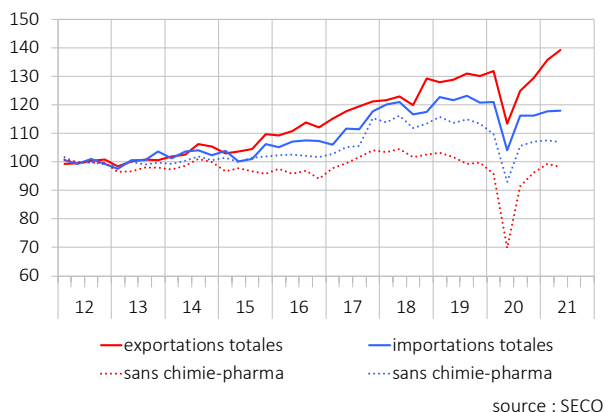
source : KOF

Commerce extérieur

Au 2^e trimestre 2021, le commerce extérieur a apporté une contribution légèrement positive à la croissance du PIB (v. aussi p. 9 s.). Le commerce des biens comme celui

des services y ont contribué. Les **exportations de marchandises** (sans les objets de valeur et le commerce de transit, +2,6 %) ont connu une croissance nettement supérieure à la moyenne pour le quatrième trimestre consécutif ; le niveau d'avant la crise a été nettement dépassé (graphique 14)³.

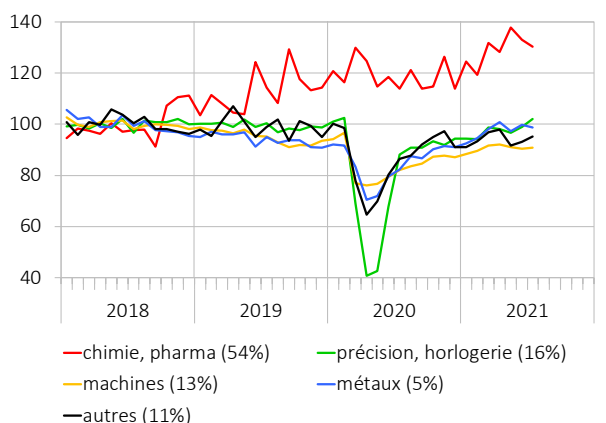
graphique 14 : Commerce extérieur de marchandises
valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne 2012 = 100



Se démarquant une fois de plus des autres catégories, les exportations de produits chimiques et pharmaceutiques y ont contribué par leur forte croissance. Pour les autres catégories, on observe globalement une légère baisse au 2^e trimestre. Sous l'influence du ralentissement de la production industrielle et du commerce mondial, les exportations de certains produits industriels, tels que les machines et les métaux, se sont particulièrement affaiblies (graphique 15).

graphique 15 : Exportations de marchandises, diverses rubriques

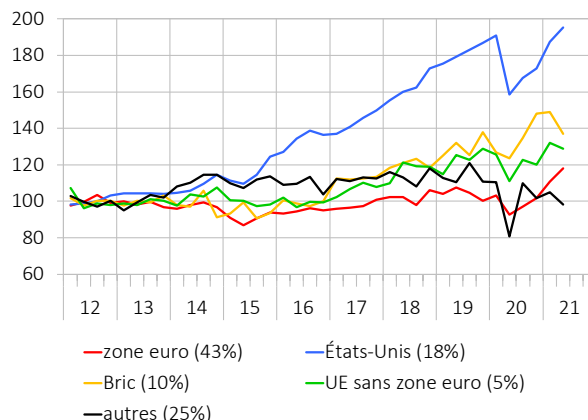
valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne 2018 = 100, entre parenthèses : quote-part respective en 2020



D'un point de vue régional, les États-Unis et la zone euro, partenaires commerciaux les plus importants, ont notamment contribué à la croissance des exportations, ce qui est en conformité avec leur évolution économique positive. Les exportations de marchandises vers ces régions de débouché ont enregistré des taux de croissance supérieurs à la moyenne pour le quatrième trimestre consécutif et ont clairement dépassé leur niveau d'avant la crise (graphique 16).

graphique 16 : Exportations de marchandises, divers partenaires commerciaux

valeurs nominales désaisonnalisées, moyenne 2012 = 100, entre parenthèses : quote-part respective en 2020



Les **importations de marchandises** (sans les objets de valeur, +0,2 %) ont à peine augmenté au 2^e trimestre ; leur niveau d'avant la crise demeure inégalé (graphique 14). Certaines catégories d'importation ont pu renouer avec la croissance, comme celles des produits chimiques et pharmaceutiques, des produits agricoles ou des métaux. En revanche, les importations de véhicules, de machines et d'articles de bijouterie ont diminué.

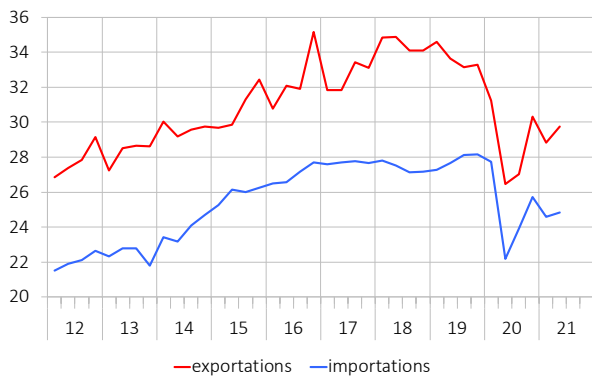
Les **exportations de services** ont enregistré un développement positif dans presque toutes les catégories. Dans l'ensemble, elles ont augmenté de 3,2 %, mais elles restent de 11 % inférieures au niveau d'avant la crise (graphique 17). Les exportations liées au tourisme et au divertissement continuent de souffrir particulièrement de la faible activité dans le domaine des voyages internationaux. Les nuitées des hôtes étrangers ont stagné ces derniers mois à environ 20 % du niveau d'avant la crise. Alors que les pays voisins ont connu une augmentation à un faible niveau au cours des derniers mois, les nuitées en provenance de la région de l'Asie du Sud-Est, par exemple, ont à nouveau diminué (graphique 18). En re-

³ Ci-après, sauf indication contraire, sont commentées les exportations et importations de marchandises à l'exclusion des objets de valeur et du commerce de transit. En raison de différences dans les définitions et le mode de déflation, les chiffres présentés ici ne correspondent pas à ceux de l'Administration fédérale des douanes. Dans les graphiques sont utilisées les formes abrégées suivantes : chimie, pharma : produits de l'industrie chimique et pharmaceutique ; machines : machines, appareils et électronique ; précision, horlogerie : instruments de précision, horlogerie et bijouterie.

vanche, les exportations de services financiers et de services aux entreprises ont dépassé depuis plusieurs trimestres déjà le niveau d'avant la crise.

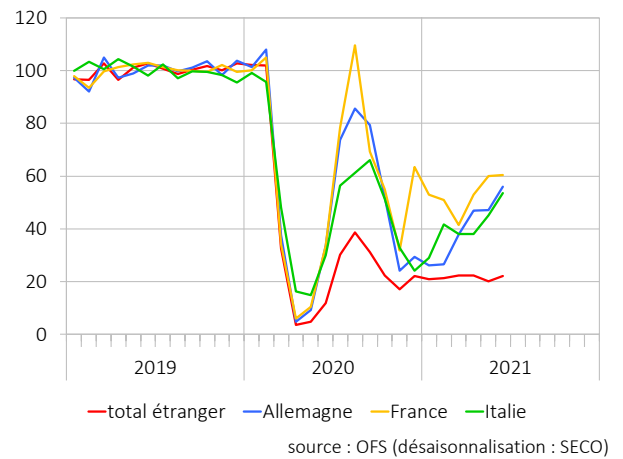
Les **importations de services** ont augmenté de 1 % au 2^e trimestre, et se retrouvent donc à un niveau de 12 % inférieur à celui d'avant la crise. La plupart des secteurs ne se sont pas encore remis de l'effondrement lié à la crise. Les importations liées au tourisme et au divertissement sont les plus touchées. Les impulsions positives du 2^e trimestre sont venues notamment des services financiers et de la recherche-développement.

graphique 17 : Commerce extérieur de services
valeurs réelles désaisonnalisées, en milliards de francs



source : SECO

graphique 18 : Nuitées selon la provenance des touristes
valeurs désaisonnalisées, moyenne 2019 = 100



source : OFS (désaisonnalisation : SECO)

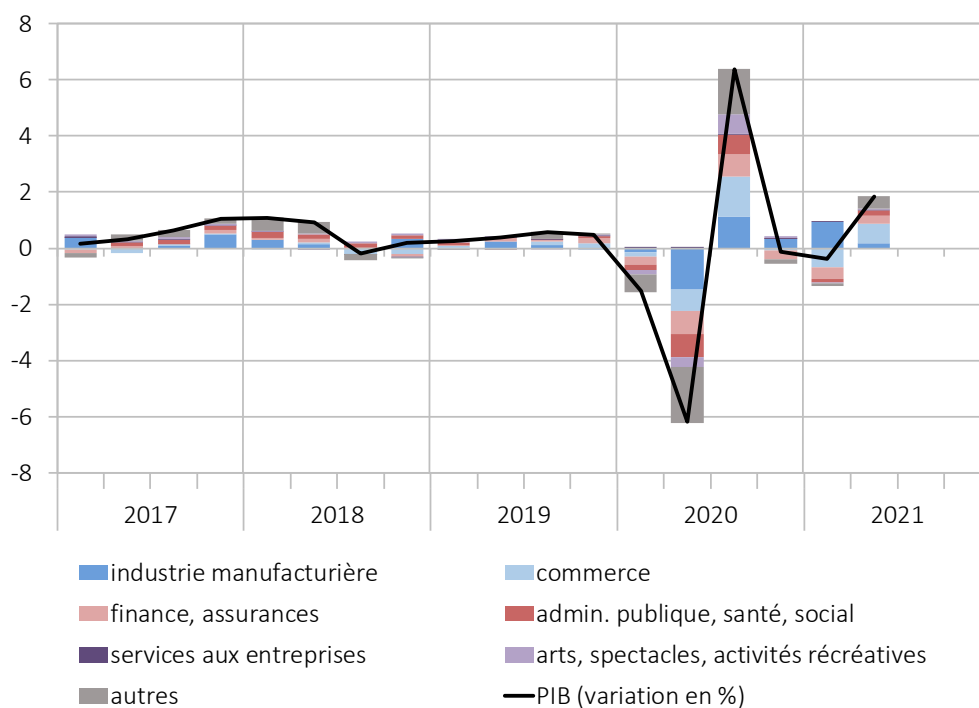
tableau 1 : Produit intérieur brut selon l'approche par la production
valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent

	2020:3	2020:4	2021:1	2021:2
Industrie manufacturière	6.2	1.8	5.1	0.9
Construction	7.3	-0.4	0.3	-0.3
Commerce	7.4	-0.3	-4.6	4.8
Hébergement, restauration	120.8	-22.7	-45.9	48.9
Finance, assurances	0.3	0.6	0.2	-0.2
Services aux entreprises	3.4	0.0	-0.7	1.1
Administration publique	0.2	0.4	0.7	0.0
Santé, social	9.0	0.9	-0.4	0.2
Arts, spectacles, activités récréatives	73.3	-10.9	-2.7	52.9
Autres	10.1	-1.1	-0.9	1.3
Produit intérieur brut	6.4	-0.1	-0.4	1.8
Produit intérieur brut corrigé des événements sportifs	6.5	-0.1	-0.4	1.6

source : SECO

graphique 19 : Contribution des secteurs à la croissance du PIB

valeurs réelles désaisonnalisées, variation en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent



source : SECO

Industrie manufacturière : Noga 10 à 33 ; **Construction** : Noga 41 à 43 ; **Commerce** : Commerce, Réparation d'automobiles et de motocycles, Noga 45 à 47 ; **Hébergement, restauration** : Noga 55 à 56 ; **Finance, assurances** : Activités financières et d'assurance, Noga 64 à 66 ; **Services aux entreprises** : Activités immobilières, Activités spécialisées, scientifiques et techniques, Activités de services administratifs et de soutien, Noga 68 à 82 ; **Administration publique** : Administration publique et défense, Sécurité sociale obligatoire, Noga 84 ; **Santé, social** : Santé humaine, Action sociale, Noga 86 à 88 ; **Arts, spectacles, activités récréatives** : Arts, spectacles et activités récréatives, Autres activités de service, Noga 90 à 93.

tableau 2 : Produit intérieur brut selon l'approche par la dépense
valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent

	2020:3	2020:4	2021:1	2021:2
Consommation des ménages	9.3	-1.6	-3.1	4.1
Consommation des administrations publiques	0.1	2.7	2.4	5.5
Investissements dans la construction	5.1	-0.1	0.3	0.1
Investissements en biens d'équipement	10.3	1.1	-0.9	1.6
Exportations de biens sans objets de valeur	9.2	-0.3	2.6	0.3
Exportations de biens sans obj. val. et commerce de transit	10.3	3.6	4.8	2.6
Exportations de services	2.2	12.2	-4.9	3.2
Importations de biens sans objets de valeur	11.7	0.0	1.2	0.2
Importations de services	7.7	7.6	-4.5	1.0
Produit intérieur brut	6.4	-0.1	-0.4	1.8

source : SECO

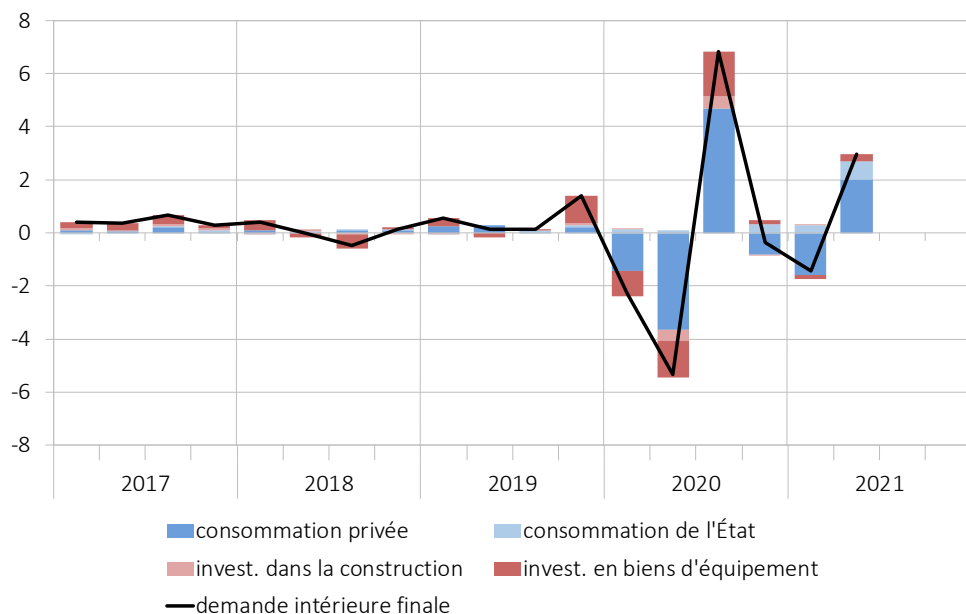
tableau 3 : Contributions à la croissance du PIB

valeurs réelles désaisonnalisées, variation en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent

	2020:3	2020:4	2021:1	2021:2
Demande intérieure finale	6.8	-0.4	-1.4	3.0
Variation des stocks y compris erreur statistique	0.0	-0.3	0.5	-1.6
Balance commerciale sans objets de valeur	-0.4	0.6	0.5	0.4

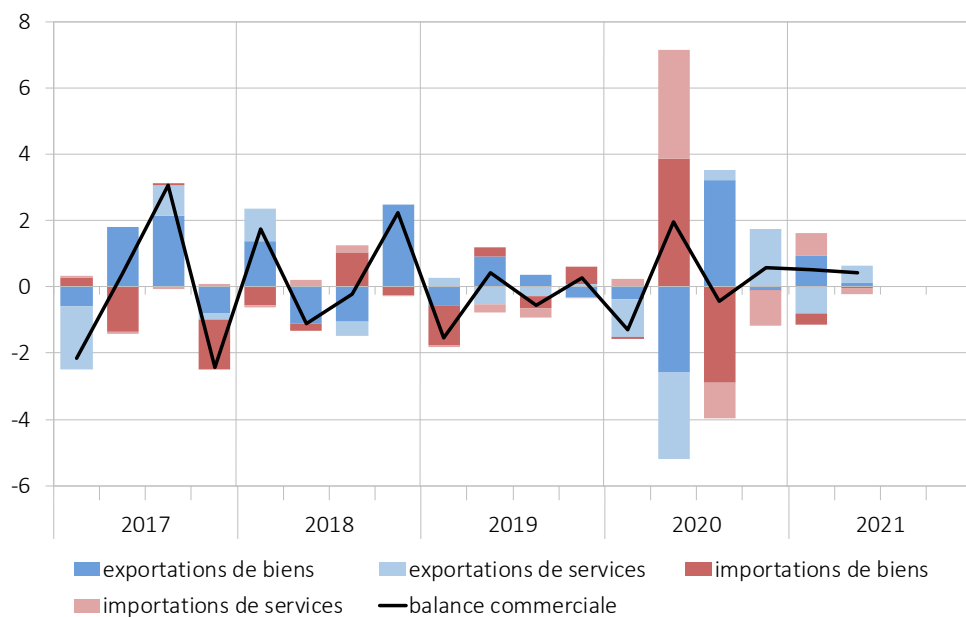
source : SECO

graphique 20 : Composantes de la demande intérieure finale
 contributions à la croissance du PIB en points de pourcentage par rapport
 au trimestre précédent, valeurs réelles désaisonnalisées



source : SECO

graphique 21 : Composantes de la balance commerciale
 contributions à la croissance du PIB en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent, valeurs réelles
 désaisonnalisées, exportations et importations de marchandises sans les objets de valeur



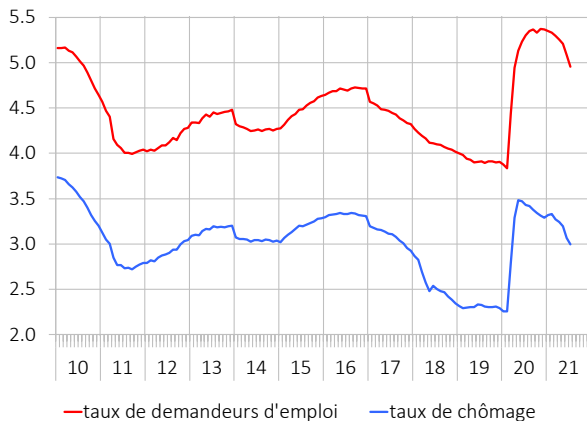
source : SECO

Marché du travail

De la fin avril à la fin juillet 2021, le taux des demandeurs d'emploi et le taux de chômage⁴ ont tous deux baissé de 0,3 point de pourcentage sur une base désaisonnalisée, soit nettement plus que ce qui avait été prévu il y a trois mois. À la fin du mois de juillet, ils atteignaient respectivement 5,0 % et 3,0 % (graphique 22). Par rapport au mois précédent, le nombre des chômeurs, corrigé des variations saisonnières, a diminué de quelque 3 250 pour s'établir à environ 138 960 à la fin du mois de juillet 2021, tandis que le nombre des demandeurs d'emploi a baissé de quelque 5 830 pour s'établir à environ 229 780.

graphique 22 : Demandeurs d'emploi et chômage

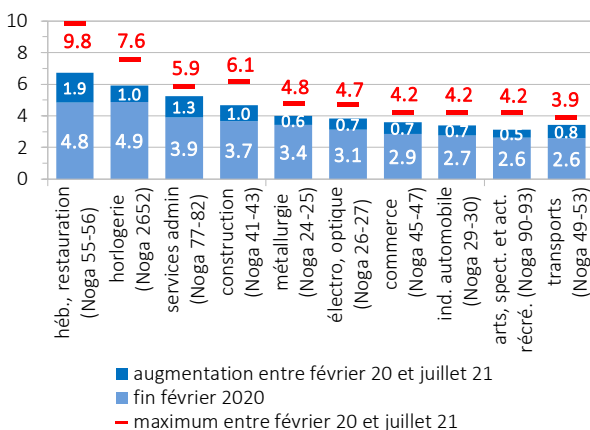
taux, valeurs désaisonnalisées, en % de la population active



source : SECO

graphique 23 : Taux de chômage, divers secteurs

valeurs désaisonnalisées, en % de la population active, entre parenthèses : codes Noga des secteurs économiques



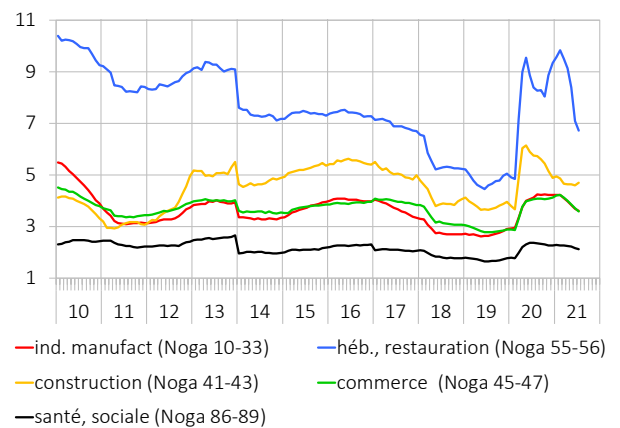
source : SECO

Depuis mars 2020, la crise due au coronavirus a eu un impact négatif sur tous les secteurs du marché du travail,

mais à des degrés sensiblement différents (graphique 23, graphique 24). D'une manière générale, les secteurs dans lesquels le taux de chômage était déjà plus élevé en février 2020 ont d'abord subi une augmentation du taux de chômage plus importante (en points de pourcentage), mais ils ont ensuite connu une reprise d'autant plus forte. Cette évolution peut s'expliquer par le fait que, bien que les secteurs aient été touchés de manière inégale par le choc du coronavirus, la convergence vers leurs valeurs d'avant la crise progresse maintenant, depuis environ un trimestre, avec la même intensité dans pratiquement tous les secteurs. Le secteur de l'hôtellerie et de la restauration a été particulièrement touché : ayant dû faire face à une augmentation plus forte que tous les autres secteurs, il a ensuite enregistré la plus forte baisse. En février 2021, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières dans les hôtels et restaurants était de 9,8 %, soit plus du double du taux de 4,8 % enregistré en février 2020. Fin juillet, il était tombé à 6,7 %, mais il occupait toujours la première place dans une comparaison intersectorielle. Dans l'industrie de la construction, le taux de chômage, en données corrigées des variations saisonnières, a évolué latéralement au cours des derniers mois, à un niveau qui, comme dans les autres industries, reste nettement supérieur à celui d'avant la crise.

graphique 24 : Taux de chômage, divers secteurs

valeurs désaisonnalisées, en % de la population active



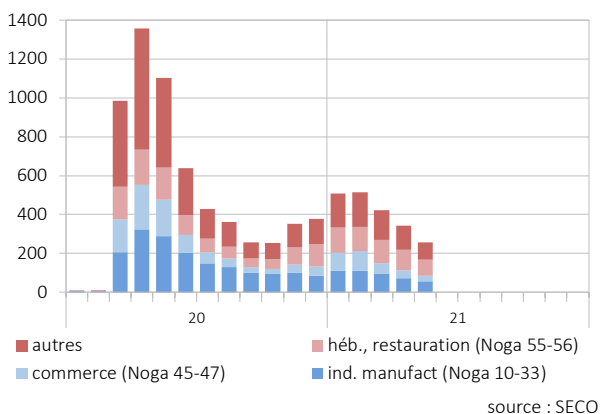
source : SECO

Par rapport au pic atteint pendant la crise du coronavirus le taux de chômage désaisonnalisé, à la fin du mois de juillet 2021, a sensiblement diminué dans pratiquement

⁴ Les demandeurs d'emploi comprennent les chômeurs inscrits auprès d'un office régional de placement (ORP) et les demandeurs d'emploi non chômeurs. Ces derniers comprennent les personnes qui occupent toujours un emploi aux termes d'un contrat ayant fait l'objet d'un préavis de résiliation, qui disposent d'un revenu intermédiaire, qui participent à une mesure active du marché du travail (p. ex. un programme d'emploi temporaire ou une formation complémentaire) ou qui, en raison par exemple d'une maladie, ne sont pas immédiatement disponibles.

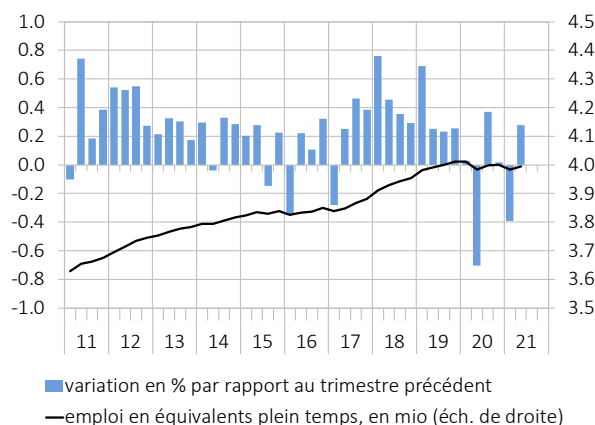
tous les sous-groupes observables. Jusqu'à présent, la reprise a été supérieure à la moyenne, surtout chez les jeunes chômeurs et, dans une moindre mesure chez les étrangers ainsi qu'en Suisse romande et au Tessin. Elle a été inférieure à la moyenne surtout chez les personnes âgées, bien que la hausse précédente ait été moins prononcée dans cette tranche d'âge. Le taux de chômage (corrigé des variations saisonnières) des classes d'âge de 50 à 64 ans était de 3,0 % à la fin du mois de juillet 2021, ce qui correspond à la moyenne de toutes les classes d'âge.

graphique 25 : Chômage partiel comptabilisé depuis 2020
nombre d'employés en milliers



En avril 2020, 1,4 million de travailleurs avaient bénéficié de l'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail (RHT), soit un bon quart de la population active. Par la suite, les demandes d'indemnités RHT ont diminué, passant à 254 000 en octobre. Lors de la deuxième vague de pandémie, la demande a de nouveau augmenté : en janvier et février 2021, quelque 500 000 employés ont touché une indemnité de chômage partiel. En mai 2021, environ 257 000 salariés ont bénéficié d'indemnités de chômage partiel (graphique 25). À titre de comparaison, pendant la crise financière, le chômage partiel avait atteint un maximum d'environ 90 000 salariés en mai 2009. Le chiffre actuel du mois de mai augmentera quelque peu, mais devrait rester inférieur au chiffre de 342 000 salariés en chômage partiel enregistré en avril 2021. L'intensité du recours à la RHT dans les entreprises en mai 2021 était également légèrement inférieure à celle d'avril : la perte de travail moyenne dans les entreprises recourant à la RHT était de 41 % en mai, contre 44 % le mois précédent. Pendant les mois d'été, parallèlement à l'évolution du chômage, il faut s'attendre à une nouvelle baisse de la demande d'indemnités de chômage partiel.

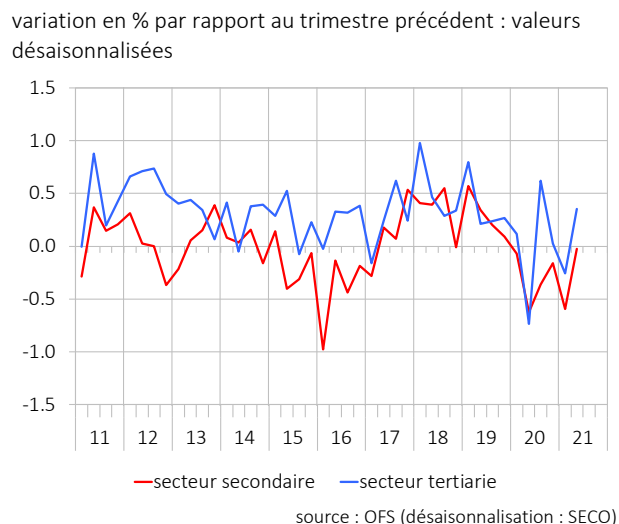
graphique 26 : Emploi en équivalents plein temps
valeurs désaisonnalisées



Au 2^e trimestre 2021, l'emploi en équivalents plein temps a progressé de 0,3 % par rapport au trimestre précédent (graphique 26). Il faut tenir compte du fait que les salariés en chômage partiel sont enregistrés comme « salariés » en vertu de leur statut contractuel. La nouvelle réduction du chômage partiel au profit de la main-d'œuvre régulière au 2^e trimestre signifie donc que la main-d'œuvre effective a augmenté de manière encore plus significative.

La croissance de l'emploi au 2^e trimestre 2021 a été portée par l'évolution positive de l'emploi (+0,4 %) dans le secteur tertiaire (graphique 27). La croissance du secteur tertiaire est due notamment à la forte progression de l'emploi dans le secteur de la location de personnel. Cependant, le secteur des arts, du divertissement et des loisirs, qui a été durement touché par la crise, a également connu une reprise significative de l'emploi. L'emploi dans le secteur secondaire est resté constant par rapport au trimestre précédent.

graphique 27 : Équivalents plein temps, secteurs secondaire et tertiaire



Les indicateurs courants du marché du travail laissent tous présager une reprise imminente de l'emploi (graphique 28). Les perspectives d'emploi de la Statem et l'indice du marché de l'emploi d'Adecco se sont de nouveau nettement améliorés au 2^e trimestre. Si l'on examine de plus près, secteur par secteur, les perspectives d'emploi de la Statem, on constate également que tous les secteurs sont axés sur la croissance. Une forte augmentation de l'emploi est attendue notamment dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration, qui était encore affecté par d'importantes restrictions au 2^e trimestre.

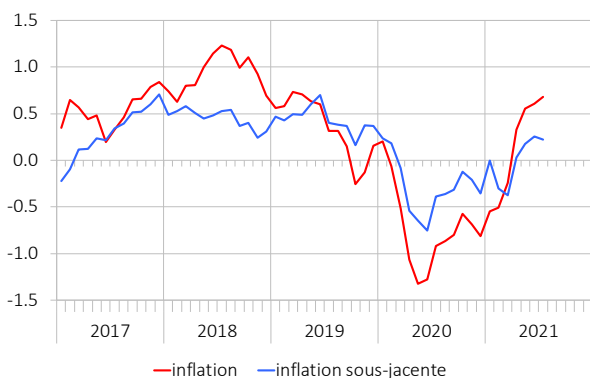
L'indicateur de l'emploi du KOF pour le 3^e trimestre a également enregistré une progression et se situe désormais nettement au-dessus de sa moyenne à long terme. Corrigé des variations saisonnières, le sous-indice PMI des directeurs d'achats de l'industrie relatif à l'emploi confirme, à un niveau historiquement élevé de 61,2 points en juillet, les perspectives positives du marché du travail.

Prix

L'inflation des prix à la consommation en Suisse a continué d'augmenter au cours des trois derniers mois (juillet : +0,7 % ; graphique 29). D'une part, les produits pétroliers ont contribué davantage à l'inflation en raison de la nouvelle hausse des cotations sur les marchés mondiaux. D'autre part, et pour la première fois, les biens indigènes ont également apporté une contribution positive (graphique 30). Cela se reflète également dans l'inflation sous-jacente, qui a de nouveau enregistré des valeurs positives pour la première fois depuis le début de la pandémie (juillet : 0,2 %). En comparaison internationale, l'évolution de l'inflation en Suisse reste toutefois modérée.

graphique 29 : Indice des prix à la consommation (IPC)

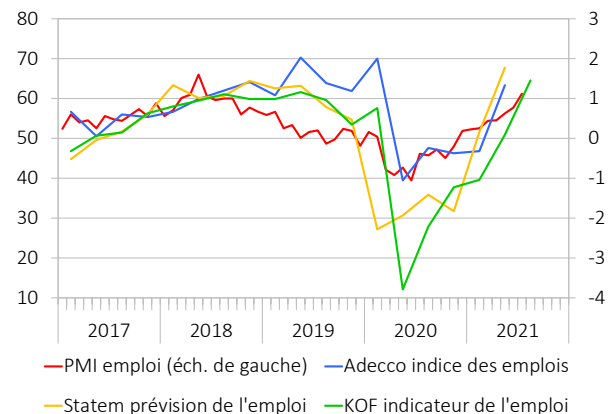
variation sur un an en %, inflation sous-jacente : sans les produits frais et saisonniers, l'énergie ni les carburants



source : OFS

graphique 28 : Perspectives d'emploi

PMI : valeur mensuelle ; autres indices : valeurs trimestrielles standardisées

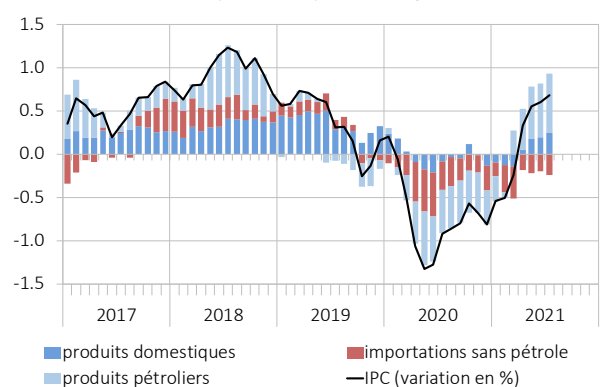


sources : CS/Procure, Adecco, OFS, KOF

Ventilés par groupes de produits, les principaux contributeurs à la hausse de l'inflation ont été les rubriques Logement et Transport. La hausse du prix du pétrole y a contribué, touchant à la fois le mazout (+27,7 % sur un an) et les carburants (+22,1 %). Dans le même temps, les prix des voitures d'occasion ont sensiblement augmenté (+6,4 %). Cette tendance, que l'on peut observer dans le monde entier, est attribuée aux goulets d'étranglement de l'approvisionnement en semi-conducteurs, lesquels entraînent des retards de production dans l'industrie automobile et, de ce fait, une pénurie de voitures. Contrairement à ce qui se passe aux États-Unis, il n'y a pas de signes de hausse des prix des voitures neuves en Suisse.

graphique 30 : Contributions à l'inflation

variation sur un an en points de pourcentage



source : OFS